

Tour d'horizon avec **Antoine Djikpa**, président de l'Union des syndicats de généalogistes professionnels (USGP), de l'actualité de ce mouvement mais aussi de l'activité des généalogistes.

“L'économie de la profession de généalogistes est très mal comprise”



© Nicolas Andetson

Antoine Djikpa est président de l'Union des syndicats de généalogistes professionnels depuis juin dernier

Droit & patrimoine : Sur quoi travaille l'USGP en ce moment ?

Antoine Djikpa : Sous l'impulsion de mon prédécesseur, Gérard Dusseaux, nous nous sommes unis et nous avons adopté une charte déontologique commune. Il nous appartient désormais de faire vivre cette Union, d'œuvrer à la défense des intérêts des généalogistes et d'offrir à nos clients (prescripteurs et héritiers) les meilleures garanties possibles.

Nous travaillons notamment actuellement sur le renouvellement de notre image auprès des professionnels comme du public qui méconnaît, et c'est de notre responsabilité, très

largement notre activité, ses évolutions, ses difficultés et ses contraintes. Nous travaillons également sur le renouvellement de la convention de partenariat avec le Conseil supérieur du notariat dont certains aspects méritent d'être actualisés et/ou mieux expliqués. L'Union réfléchit par ailleurs à la mise en place d'une formation professionnelle et de règles disciplinaires. Et avec la CNIL, nous travaillons activement sur la mise en place d'une autorisation unique pour toute la profession définissant précisément nos obligations, comme le périmètre des traitements informatiques que nous mettons en place. Enfin, nous surveillons la prochaine loi Patrimoine qui aura des implications sur nos conditions d'accès aux sources indispensables à notre activité.

D&P : Comment se porte l'activité des généalogistes successoraux ?

> Le bilan est paradoxal. Compte tenu des évolutions sociologiques et notamment le développement très accru de la mobilité géographique, notre expertise est de plus en plus sollicitée par nos prescripteurs : les notaires en premier lieu mais également les avocats, les administrateurs judiciaires, les compagnies d'assurance et les banques. Nous nous tournons davantage vers l'international pour à la fois répondre aux exigences nouvelles des dossiers que l'on nous confie, tout en ouvrant de nouveaux marchés en exportant notre savoir-faire.

Pour autant, notre activité est très fragilisée : sous l'effet conjugué de la crise et des incertitudes économiques, les patrimoines deviennent de plus difficilement liquides et nous consentons donc de très importantes avances de trésorerie sur des périodes de plus en plus longues.

D&P : Le modèle économique de votre profession est-il compris par vos interlocuteurs ?

> Non, l'économie de notre profession est très mal comprise par les pouvoirs publics comme par certains héritiers que nous retrouvons. Les contrats de révélation soumis à l'approbation des héritiers sont fortement critiqués alors même que l'utilité de notre intervention n'est jamais contestée, que les risques encourus et la responsabilité de la dévolution ne sont pas pris en compte et enfin que nous sommes rémunérés seulement dans l'hypothèse où nos missions sont couronnées de succès, ce qui, bien évidemment, n'est pas toujours le cas. De plus, nous sommes souvent caricaturés : « internet facilite vos recherches ». Oui ! Mais *quid* d'internet lorsqu'il s'agit de retrouver des héritiers au Vietnam ? *Quid* de la recherche des enfants naturels, adultérins que certains méconnaissent ou se plaisent à dissimuler ? Il n'y a pas de généalogie simple ! Il nous appartient de l'expliquer.

D&P : Que pensez-vous de la loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence ?

> Incontestablement la loi Eckert a apporté des évolutions significatives. Elle permettra en particulier de limiter dans l'avenir le phénomène de la déshérence. Pour autant, elle ne règle pas le problème du stock qui reste très important, sont évoqués des centaines de milliers de contrats ! Nous aurions apprécié qu'il y ait davantage de précisions en la matière et en particulier qu'une obligation de recherches des titulaires de comptes bancaires et de coffres forts en déshérence soit instaurée et que l'obligation de rechercher les bé-

dossiers dans lesquels nous intervenons, que les notaires sont très peu rémunérés pour le règlement des petites successions. Surtout au regard du temps passé pour tout le travail que je qualifierais de peu visible, tel que l'interface avec les créanciers de la succession, la reconstitution de l'actif successoral, la gestion des procédures relatives par exemple à l'occupation illégale d'un bien immobilier, l'aspect fiscal du dossier, etc. La liste est longue des obstacles qui peuvent entraver la liquidation d'une succession. La péréquation reste donc un élément déterminant de l'économie des successions, pour les notaires comme pour les généalogistes.

“Les patrimoines deviennent difficilement liquides”

néficiaires de contrats d'assurance vie soit améliorée. À défaut, la loi privilégie le transfert des fonds à la Caisse des dépôts avec l'espoir que l'État les récupère. Bien qu'auditionnés par la Cour des Comptes et par Christian Eckert lui-même, nous n'avons pas été entendus.

D&P : Avez-vous malgré tout des raisons d'espérer des améliorations ?

> La condamnation par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution d'une grande compagnie d'assurance à une amende de 10 millions d'euros a fait un peu bouger les lignes et nous observons un intérêt nouveau des compagnies d'assurance pour l'expertise de notre profession (ACPR, déc. n° 2013-03 bis, 7 avr. 2014, Cardif assurance vie). Quoiqu'il en soit, le débat n'est pas clos. L'absence de mécanisme de restitution de biens à leurs propriétaires ou leurs héritiers est un phénomène qui n'est plus accepté par la société. Toute proportion gardée, on le constate avec les œuvres d'art spoliées par les nazis. Le travail d'identification des héritiers des propriétaires spoliés est loin d'être clos et cette question revient régulièrement dans l'actualité. Il en va de même pour tous les biens (mobiliers ou immobiliers) en déshérence : il reste encore beaucoup de travail pour les restituer et les généalogistes sont les seuls compétents pour conduire ce travail.

D&P : La réforme annoncée des professions réglementées, et notamment du notariat, vous inquiète-t-elle ?

> Nous soutenons les notaires dans l'épreuve qu'ils traversent. Leur expertise et les garanties qu'ils apportent, en particulier en matière de droit de la famille, n'ont pas d'équivalent. À ce stade, nous ne connaissons pas le texte du projet de loi, mais nous savons, d'expérience, puisque nous le constatons tous les jours dans les

D&P : Votre syndicat regroupe les généalogistes successoraux et les généalogistes familiaux. Que pouvez-vous nous dire sur ces derniers ?

> Les généalogistes familiaux travaillent sur un marché de « niche ». Ils sont très peu nombreux à exercer cette seule activité. En effet, rares sont les clients disposés à dépenser plusieurs milliers d'euros pour effectuer des recherches généalogiques. Leur situation économique est donc fragile. Ils rebondissent, se diversifient, en proposant leur service à des clients demeurant à l'étranger, par exemple, et mettent à profit leurs compétences dans des domaines plus variés et notamment la généalogie foncière.

Nous travaillons sur les mêmes sources, utilisons des méthodes d'investigations comparables, même si elles ne sont pas identiques. C'est la raison pour laquelle, ils ont toute leur place dans notre Union.

D&P : France 3 vient de lancer une série de six épisodes, « Origines », dans laquelle l'héroïne est généalogiste. La représentation est-elle fidèle à votre métier ?

> Non ! Il s'agit d'une pure fiction très éloignée de notre activité. Nous menons également des enquêtes mais celles-ci s'appuient sur des techniques et des sources évidemment très différentes. Je me réjouis néanmoins qu'un généalogiste devienne le personnage central d'une intrigue. Notre métier peut avoir parfois des aspects très romanesques. Chaque généalogiste en effet a été confronté à des histoires tout autant extraordinaires dans lesquelles la réalité dépasse très largement la fiction !

Propos recueillis par
Clémentine Delzanno